



## Cellule d'analyse européenne

**Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée - COM (2018) 20**

**Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises - COM (2018) 21**

**Résumé:** Ces propositions visent à affiner davantage le projet d'espace TVA unique dans l'UE. La première proposition vise à moderniser les règles applicables en matière de taux de TVA. La deuxième proposition vise à permettre une réduction des coûts et une simplification administrative des obligations en matière de TVA pour les PME.

**Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de ces propositions de législation expire le 20 mars 2018.**

### 1. Contexte

La TVA représente une importante source de revenus pour les États membres (> 1 000 milliards d'euros en 2015) et favorise la croissance.

Dans son plan d'action de 2016, la Commission européenne a proposé plusieurs initiatives visant à créer un espace TVA unique dans l'Union.

En octobre 2017, la Commission européenne a lancé une proposition visant à instaurer un système de TVA définitif pour la livraison de biens entre les États membres. Le système de TVA définitif se fonde sur le principe de la taxation dans l'État membre de destination/de consommation des biens ("principe de destination") et non plus sur le principe de l'origine qui s'applique à l'heure actuelle.

Les propositions à l'examen poursuivent l'affinement du projet d'espace TVA unique dans l'Union européenne. La première proposition vise à moderniser les règles applicables en matière de taux de TVA. La deuxième proposition vise à permettre une réduction des coûts et une simplification administrative des obligations en matière de TVA pour les PME.

Chaque année, les services fiscaux enregistrent un énorme manque à gagner en termes de recettes de TVA par suite de la fraude transfrontière. Le nouveau système devrait réduire considérablement la fraude.

## 2. Contenu

En résumé, les lignes de force du paquet sont les suivantes:

### Objectifs:

- accorder aux États membres davantage de flexibilité en matière de fixation des taux de TVA;
- créer des conditions fiscales plus équitables entre les PME grâce à une réduction des coûts et à une simplification administrative de leurs obligations en matière de TVA.

### Directive modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée (COM(2018)20):

Cette proposition vise à moderniser le cadre relatif aux taux de TVA et à accorder aux États membres davantage de marge de manœuvre pour adapter les taux.

Pour l'heure, un taux de base de 15% minimum est applicable et il existe une liste complexe de biens et services auxquels les États membres peuvent appliquer des taux réduits compris entre 5 et 15%. En outre, les États membres peuvent demander l'autorisation d'appliquer des taux encore plus faibles, en ce compris un taux zéro.

Cette proposition supprime la liste complexe et octroie aux États membres davantage de marge de manœuvre pour adapter les taux. Le taux de base actuel de 15% minimum est maintenu, mais les États membres peuvent prévoir:

- deux taux réduits distincts compris entre 5% et le taux de base choisi par l'État membre ;
- une exonération de TVA (taux zéro) ;
- une série de taux réduits situés entre 0% et les taux réduits.

La proposition instaure une nouvelle liste "négative" concernant, entre autres, les armes, l'alcool, les appareils électriques, les jeux de hasard et le tabac. Pour cette liste simplifiée, le taux de base de 15% est toujours applicable, quelles que soient les circonstances.

La diversité des taux de TVA ne devrait plus perturber le fonctionnement du marché unique, dans la mesure où cette diversité s'accompagne de garanties prévenant les risques éventuels, comme la perte de revenus, la distorsion de concurrence, la complexité et l'insécurité juridique.

Les États membres devront veiller à ce que le taux moyen pondéré de TVA soit toujours supérieur à 12%.

**Directive “système commun de TVA en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises” - COM (2018) 21**

À l'heure actuelle, les entreprises qui ont des activités transfrontalières subissent un surcoût de 15% pour se conformer aux règles en matière de TVA par rapport aux entreprises exclusivement actives sur leur territoire national, et ce sont les petits acteurs qui sont le plus durement frappés par cette discrimination.

Cette proposition vise à promouvoir le commerce transfrontalier. Les coûts de conformité totaux liés à la TVA devraient être réduits d'environ 18% par an.

Outre les seuils de franchise actuels (qui restent applicables), la Commission européenne propose ce qui suit:

- toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel dans l'Union dans le cadre du marché unique ne dépasse pas 2 millions d'euros peuvent bénéficier d'un système simplifié, qu'elles bénéficient ou non d'une franchise de TVA;
- les États membres dispensent les petites entreprises bénéficiant de la franchise en matière de TVA des obligations liées à la TVA dans le domaine de l'identification, des factures, de la comptabilité ou des déclarations de TVA;
- les États membres accordent également une dispense pour les livraisons de biens et services aux entreprises actives dans plusieurs États membres, à condition que le chiffre d'affaires annuel de cette petite entreprise dans l'Union n'excède pas 100 000 euros.

### **3. Cadre juridique européen et développements au niveau européen**

Les propositions législatives ont pour base juridique l'article 113 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui concerne l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur et qui confère des compétences à l'UE pour les règles qui concernent la législation TVA matérielle. Ces propositions législatives requièrent l'unanimité parmi les États membres.

### **4. Cadre belge**

Les propositions modifient la directive 2006/11/CE. Lors de leur transposition dans l'ordre juridique national, elles auront sans doute des conséquences pour les dispositions du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.

À propos des projets de la Commission européenne en matière de TVA, la note de politique générale du ministre des Finances du 4 décembre 2015 (DOC 54 1428/22, p. 56) précise que « *la Belgique soutiendra les initiatives à l'échelon européen. La règle générale est que la TVA est due dans le pays de consommation.* »<sup>1</sup>.

La Belgique joue un rôle de pionnier dans le domaine de la lutte contre la fraude organisée en matière de TVA. En 2016, le montant des pertes de recettes de TVA imputables à la fraude transfrontalière a été ramené à 14,5 millions d'euros.

<sup>1</sup> Voir: <http://www.lachambre.be/FLWB/PDF/54/1428/54K1428022.pdf>

**5. Suivi dans la (les) commission(s) compétente(s) de la Chambre :**

- Commission des Finances et du Budget;
- pour information: Comité d'avis chargé des questions européennes.

**6. Suivi de la part des instances fédérales :**

- SPF Finances.

**7. Subsidiarité / Suivi parlementaire:**

Il s'agit en l'espèce de propositions de législation. La commission compétente peut dès lors formuler un avis sur la subsidiarité, dans le sens de l'art. 37bis du Règlement de la Chambre.

**Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet des propositions législatives expire le 20 mars 2018.**

La commission des Finances peut, dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), formuler un avis ou des observations à la Commission européenne. Cette procédure n'est pas assortie d'un délai.

Projet d'avis:

- En ce qui concerne la subsidiarité / compétence: Le niveau européen est le mieux placé pour proposer des initiatives législatives en vue de mettre sur pied un système de TVA améliorant le fonctionnement du marché intérieur. À l'heure actuelle, le système de TVA de l'Union est trop fragmenté et ne peut être amélioré que par une législation européenne. En outre, ces propositions législatives modifient une directive existante.
- En ce qui concerne la proportionnalité: La fixation et la limitation des taux de TVA continuent de relever de la responsabilité des États membres, mais en même temps, les États membres disposent d'une plus grande flexibilité pour déterminer à quels biens et services ils appliquent un taux réduit. Ces mesures promeuvent un système de TVA plus simple et plus efficace, qui améliore le fonctionnement du marché intérieur et est moins sensible à la fraude. Les parties prenantes pourraient être interrogées sur l'impact des mesures et le calendrier à suivre pour leur mise en œuvre.

**Pour en savoir plus:**

Texte des propositions législatives:

**Proposition de DIRECTIVE modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée - COM(2018) 20:**

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180020.do>

**Proposition de DIRECTIVE modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises - COM(2018) 21:**

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180021.do>

<b>Descripteurs Eurovoc:</b>	UNION EUROPÉENNE – Directive – TVA – impôt au sein de l'UE – administration fiscale – fraude fiscale – fiscalité – impôt indirect – échanges commerciaux intracommunautaires – livraison – entreprise – finances publiques
------------------------------	--

**Rédaction:** Roeland Jansoone, premier conseiller, tél. 02/549.80.93,  
[roeland.jansoone@lachambre.be](mailto:roeland.jansoone@lachambre.be)



## *Europese analysecel*

### **Voorstel voor een RICHTLIJN tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG wat de btw-tarieven betreft - COM (2018) 20**

### **Voorstel voor een RICHTLIJN tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde wat betreft de bijzondere regeling voor kleine ondernemingen - COM (2018) 21**

**Samenvatting:** Deze voorstellen wensen het opzet van de gemeenschappelijke BTW-ruimte in de EU verder te verfijnen. Het eerste voorstel wenst de regels die van toepassing zijn op de BTW-tarieven te moderniseren. Het tweede voorstel beoogt een kostenverlaging en administratieve vereenvoudiging van de BTW-verplichtingen voor KMO's.

**De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt op 20 maart 2018.**

## **1. Context**

De BTW is een belangrijke inkomstenbron voor de lidstaten (>1000 miljard euro in 2015) en is gunstig voor de groei.

In haar actieplan van 2016 heeft de Europese Commissie een aantal initiatieven voorgesteld om te komen tot één gemeenschappelijke Europese BTW-ruimte.

In oktober 2017 heeft de Europese Commissie een voorstel gelanceerd voor een definitief BTW-systeem voor de levering van goederen tussen lidstaten. Het definitieve BTW-stelsel gaat uit van het beginsel van belastingheffing in de lidstaat van bestemming / verbruik van de goederen ("bestemmingslandbeginsel") in plaats van het thans geldende "oorsprongsbeginsel".

De voorstellen, die hier worden besproken, zijn een volgende verfijning van het opzet van de gemeenschappelijke BTW-ruimte in de EU. Het eerste voorstel wenst de regels die van toepassing zijn op de BTW-tarieven te moderniseren. Het tweede voorstel beoogt een kostenverlaging en administratieve vereenvoudiging van de BTW-verplichtingen voor KMO's.

De belastingsdiensten lopen jaarlijks heel wat BTW-inkomsten mis ingevolge grensoverschrijdende fraude. Het nieuwe stelsel zou de fraude aanzienlijk moeten reduceren.

## **2. Inhoud**

Samengevat, bevat het pakket de volgende krachtlijnen:

**Doeleind:**

- De Lidstaten krijgen meer flexibiliteit bij het vaststellen van BTW-tarieven.
- Er wordt een beter fiscaal speelveld geschapen tussen KMO's door kostenverlaging en administratieve vereenvoudiging van hun BTW-verplichtingen.

**Richtlijn tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG wat de btw-tarieven betreft**

(COM(2018)20):

Dit voorstel beoogt een modernisering van het kader voor BTW-tarieven. De lidstaten krijgen meer speelruimte om de tarieven aan te passen.

Nu geldt het standaardtarief van minimaal 15 % en is er een ingewikkelde lijst van goederen en diensten waarop de lidstaten verlaagde tarieven kunnen toepassen tussen 5 en 15 %. Bovendien kunnen de lidstaten de toestemming vragen om nog lagere tarieven, inclusief een nultarief, toe te passen.

In dit voorstel wordt de ingewikkelde lijst afgeschaft en krijgen de lidstaten meer speelruimte om de tarieven aan te passen. Het huidige standaardtarief van minimaal 15 % blijft van toepassing, maar de lidstaten kunnen voorzien in:

- Twee afzonderlijke verlaagde tarieven tussen 5 % en het door de lidstaat gekozen standaardtarief;
- Een vrijstelling van BTW (nultarief);
- Één reeks aan verlaagd tarief tussen 0 % en de verlaagde tarieven.

Er komt een nieuwe "negatieve" lijst die o.a. gaat over wapens, alcohol, elektrische toestellen, kansspelen en tabak. Voor deze vereenvoudigde lijst is het standaardtarief van 15 % hoe dan ook steeds van toepassing.

De diversiteit in btw-tarieven zou de werking van de eengemaakte markt niet langer verstören, mits deze diversiteit vergezeld gaat van waarborgen om mogelijke risico's zoals inkomstenderving, concurrentieverstoring, complexiteit en rechtsonzekerheid te voorkomen.

De lidstaten zullen ervoor moeten zorgen dat het gewogen gemiddelde BTW-tarief minstens 12 % bedraagt.

**Richtlijn "gemeenschappelijk BTW stelsel voor kleine ondernemingen" - COM (2018) 21**

Nu maken ondernemingen met grensoverschrijdende activiteiten 11 % meer kosten om de BTW-regels na te leven dan ondernemingen die alleen voor hun thuismarkt werken, en kleinere spelers voelen dit het hardst.

Dit voorstel bevordert de grensoverschrijdende handel. De totale BTW-gerelateerde nalevingskosten voor KMO's zullen met ongeveer 18 % per jaar dalen.

Naast de huidige vrijstellingsdrempels (die blijven gelden), stelt de Europese Commissie het volgende voor:

- Alle ondernemingen met een jaarlijkse omzet in de eengemaakte markt tot 2 miljoen euro kunnen aanspraak maken op een vereenvoudigde regeling, ongeacht of zij al dan niet zijn vrijgesteld van BTW;
- De lidstaten ontheffen vrijgestelde kleine ondernemingen, die voor BTW-vrijstelling in aanmerking komen, van BTW-verplichtingen op het gebied van identificatie, facturen, boekhoudverplichtingen of BTW-aangiften;
- De lidstaten verlenen ook vrijstelling voor de goederenleveringen en diensten aan ondernemingen die in meer dan één lidstaat actief zijn, op voorwaarde dat de jaarlijkse omzet in de Unie van die kleine onderneming niet meer bedraagt dan 100 000 EUR.

### **3. Europees juridisch kader en ontwikkelingen op Europees vlak:**

De rechtsbasis voor de wetgevingsvoorstellen is Artikel 113 Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat betrekking heeft op de totstandbrenging en de werking van de interne markt en de EU bevoegdheid verleent voor regels die op materiële BTW-wetgeving betrekking hebben. Dergelijke wetgevingsvoorstellen vereisen unanimitateit onder de lidstaten.

### **4. Belgisch kader:**

De voorstellen wijzigen de Richtlijn 2006/112/EG. Bij omzetting in de interne rechtsorde heeft dit wellicht gevolgen voor de bepalingen van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

In de algemene beleidsnota van de minister van Financiën van 4 december 2015 (DOC 54 1428/22, p. 56) staat over de BTW-plannen van de Europese Commissie te lezen: "*Inzake BTW zal België de initiatieven op Europees vlak steunen. De algemene regel is dat de btw dient betaald te worden in het land van verbruik.*"<sup>1</sup>

België heeft een voortrekkersrol inzake de bestrijding van georganiseerde btw-fraude. In 2016 is het bedrag van de vanwege grensoverschrijdende fraude gederfde btw-inkomsten gedaald tot 14,5 miljoen euro.

### **5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):**

- Commissie Financiën en Begroting;
- Ter informatie: adviescomité voor Europese aangelegenheden.

### **6. Opvolging bij de federale instanties:**

- FOD Financiën.

### **7. Subsidiariteit / Parlementaire opvolging:**

Het betreft hier ontwerpen van wetgeving. De bevoegde commissie kan bijgevolg een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

**De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt op 20 maart 2018.**

De commissie Financiën kan in het kader van de "politieke dialoog" (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

#### Ontwerp van advies:

- Wat de subsidiariteit / bevoegdheid betreft: Het Europese niveau is het best geplaatst om wetgevende initiatieven voor te stellen voor een BTW-stelsel dat de werking van de interne markt verbetert. Het huidige BTW-stelsel van de EU is te gefragmenteerd en kan slechts verbeterd worden door Europese wetgeving. Het betreft bovendien wetgevingsvoorstellen die een bestaande richtlijn wijzigen.
- Wat de proportionaliteit betreft: De vaststelling en beperking van de BTW-tarieven blijven onder de verantwoordelijkheid van de lidstaten vallen, en tezelfdertijd krijgen

---

<sup>1</sup> Zie: <http://www.dekamer.be/FLWB/PDF/54/1428/54K1428022.pdf>

de lidstaten meer flexibiliteit om te bepalen welke goederen en diensten een verlaagd tarief krijgen. Deze maatregelen staan voor een eenvoudiger en efficiënter BTW-stelsel dat de werking van de interne markt verbetert en minder fraudegevoelig is. De stakeholders zouden kunnen bevraagd worden over de impact en het te volgen tijdschap bij de implementatie van de maatregelen.

**Om meer te weten:**

Tekst van de wetgevingsvoorstellen:

**Voorstel voor een RICHTLIJN tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG wat de btw-tarieven betreft - COM(2018) 20:**

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180020.do>

**Voorstel voor een RICHTLIJN tot wijziging van Richtlijn 2006/112/EG betreffende het gemeenschappelijke stelsel van belasting over de toegevoegde waarde wat betreft de bijzondere regeling voor kleine ondernemingen - COM(2018) 21:**

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180021.do>

<b>Eurovoc-descriptoren:</b>	EUROPESE UNIE — Richtlijn - BTW – belasting in de EU - belastingadministratie - belastingfraude – fiscaliteit – indirecte belasting - intracommunautair handelsverkeer – levering – onderneming - overheidsfinanciën
------------------------------	--

**Redactie:** Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,  
[roeland.jansoone@dekamer.be](mailto:roeland.jansoone@dekamer.be)